

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL 13

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL 13
Association Départementale des Bouches du Rhône
régie par la loi du 1er juillet 1901

106 boulevard National
13003 MARSEILLE

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL 13

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
106 boulevard National
13003 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mouvement Français pour le Planning Familial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

✓ Règles et méthodes comptables

Le préambule de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 11 juin 2025

Florence DJINGUEUZIAN
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

<p style="text-align: center;">BILAN</p> <p style="text-align: center;">PLANNING FAMILIAL 13</p> <p style="text-align: center;">Exercice comptable : du 01/01/2024 au 31/12/2024</p>				
ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
- Fonds commercial				
- Autres	72 392	72 392		4 352
<i>Concessions et droits simil., breve</i>	5534		5 534	5 534
<i>Autres immobilisations incorpor.</i>	66858		66 858	66 858
<i>Concessions et droits similaires</i>		5534	(5 534)	(5 148)
<i>Autres immobilisations incorpor.</i>		66858	(66 858)	(62 892)
Immobilisations corporelles	665 743	558 164	107 579	96 452
<i>Install. gén. agenc. aménag. div.</i>	539420		539 420	488 199
<i>Matériel de transport</i>	24692		24 692	24 692
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	80324		80 324	85 651
<i>Mobilier</i>	21307		21 307	25 554
<i>Avanc. acompt. versés commandes imm</i>				1 110
<i>Install. générales, agenc., amén. d</i>		444157	(444 157)	(413 066)
<i>Matériel de transport</i>		24692	(24 692)	(24 692)
<i>Matériel de bureau et matériel info</i>		72093	(72 093)	(70 740)
<i>Mobilier</i>		17222	(17 222)	(20 256)
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
Immobilisations financières	300		300	879
<i>Prêts au personnel</i>				539
<i>Autre immobilisations financières</i>	300		300	340
TOTAL I	738 435	630 556	107 879	101 683
Actif circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
<i>Matières premières approvisionnements</i>	1 675		1 675	1 059
Avances et acomptes versés sur commandes				1 320
Créances :				
Clients et comptes rattachés	145 279	5 184	140 095	176 748
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	251 957		251 957	202 292
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	415 655		415 655	596 514
Charges constatées d'avance (III)	6 713		6 713	7 201
TOTAL II	821 279	5 184	816 094	985 133
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursemnt des obligations (iv)				
Ecart de conversion actif (v)				
TOTAL ACTIF (I à v)	1 559 712	635 740	923 973	1 086 817

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	net	net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	194 735	162 587
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	39 885	39 885
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-50	32 148
Total des fonds propres (situation nette)	234 570	234 620
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	75 892	93 860
Provisions réglementées		
Total des fonds propres	310 462	328 480
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	40 740,00	310 909,00
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés	40 740	310 909
Provisions pour risques	6 694	6 694
Provisions pour charges		
Total des provisions	6 694	6 694
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION	71 835	64 549
Fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	220 385	228 149
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 590	21 985
Produits constatés d'avance	248 266	126 052
Total des dettes	566 076	440 734
TOTAL PASSIF	923 973	1 086 817

COMPTE DE RESULTAT PLANNING FAMILIAL 13

Exercice du : 01/01/2024 au 31/12/2024

	Exercice N Net	Exercice N-1 Net
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 934	1 990
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	361 845	298 359
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subvention d'exploitation	990 337	1 180 239
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	9 910	5 876
Mécénats	517	8075
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciation, provisions et et transferts de charges	12 720	4 636
Utilisations des fonds dédiés	310 909	332 850
Autres Produits	4 322	4 570
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 692 494	1 836 595
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock (marchandises)		
Achats d'approvisionnement	40 032	45 340
Variation de stock (approvisionnement)	(616)	(178)
Autres charges externes	253 892	225 643
Impôts, taxes et versements assimilés	47 291	44 475
Rémunération du personnel	908 949	838 157
Charges sociales	341 421	302 834
Dotations aux amortissements	45 210	48 144
Dotations aux provisions	5 184	
Reports en fonds dédiés	40 740	310 909
Autres charges	31 864	25 804
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 713 968	1 841 126
RESULTAT D'EXPLOITATION	(21 474)	(4531)
Produits Financiers		
De participation	2 517	2 385
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	2 517	2 385

CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Différence négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES		
RESULTAT FINANCIER	2 517	2 385
RESULTAT COURANT avant impôts	(18 957)	(2146)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 361	13 956
Sur opérations en capital	31 725	32 893
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		23 900
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	36 087	70 749
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	17 181	36 455
Sur opérations en capital		
Dotations aux amort, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 181	36 455
RESULTAT EXCEPTIONNEL	18 906	34 294
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 731 097	1 909 729
TOTAL DES CHARGES	1 731 148	1 877 581
EXCEDENT OU PERTE	(50)	32 148

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	37 001	31 723
Dons en nature		
Prestations en nature	8 506	6 609
Bénévolat	28 495	25 115
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	37 001	31 723
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	8 506	6 609
Prestations		
Personnel bénévole	28 495	25 115

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

ANNEXE DES COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

INTRODUCTION

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 a un total de 923 973€.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits de fonctionnement est de 1 692 494 €, dégage un déficit de 50 €.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

✓ **Objet social de l'association (statuts)**

Le Planning Familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire. Il lutte pour construire une société d'égalité entre les personnes et, compte tenu des inégalités existantes, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination liée au genre et à l'oppression spécifique des femmes. Les droits sexuels sont des droits humains fondamentaux. Le Planning Familial se bat pour la reconnaissance des droits sexuels pour toutes et tous et pour le droit de chacun·e à l'information, l'accès à la contraception et à l'avortement, ainsi que pour le droit des femmes à disposer de leur corps.

Il s'engage à promouvoir une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge et à favoriser des relations égalitaires entre filles et garçons.

Le Planning Familial lutte pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance dans le respect des différences, de la responsabilité, du consentement, de l'intégrité et de la liberté des personnes quelles que soient leurs orientations sexuelles.

Le Planning Familial agit en prévention et lutte contre les stéréotypes, contre les discriminations et les violences liées au genre et à l'orientation sexuelle et contre toute forme de mutilation génitale (excision, réintervention des personnes intersexes...) Il combat le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie.

Le Planning Familial défend le droit à la contraception – y compris définitive –, à l'avortement et lutte pour sa dépénalisation.

Le Planning Familial inscrit ses objectifs dans le combat contre les inégalités sociales et les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements. Il entend développer les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'égalité des droits et des chances soit garantie à toutes et à tous.

Attentif à tous les rapports de dominations, Le Planning Familial s'affirme comme une organisation collective respectueuse de celles et ceux qui la composent et se donne les moyens, tant dans sa gouvernance que dans ses fonctionnements, pour faire vivre cet objectif.

Il est organisé en confédération nationale, fédérations régionales et associations départementales régies par la loi de 1901.

La durée de l'association départementale du Planning Familial des Bouches-du-Rhône est illimitée.

✓ **Périmètre des activités de l'association**

Le Planning Familial 13 propose un accueil individuel, médical et démedicalisé autour de la vie affective, sexuelle et relationnelle, des actions de prévention collective sous forme de groupes de parole et d'information, du théâtre forum ou du débat autour de différents supports.

Il est également organisme de formation certifié Qualiopi et accompagne des réseaux de professionnel-le-s autour des thématiques de la vie affective, relationnelle et sexuelle et de la parentalité.

✓ **Description des moyens mis en œuvre**

Le Planning Familial 13 dispose de locaux à Marseille (106 boulevard national). Il est par ailleurs hébergé à Aix-en-Provence au sein du CIVG (chemin des tamaris) et à l'Espace jeunesse (7 rue Aristide Briand), à Istres (Maison de santé régionale) et à Miramas et Salon-de-Provence par la MDA (94 rue Labadié).

En 2024, l'équipe a compté 41 salarié-es (27 ETP) et de 15 comédien-nes. Outre une équipe administrative de 6 personnes et une équipe de 5 médecins/sage-femmes, la majorité des salarié-es est Conseiller-ère conjugal-e et familial-e.

L'association a 107 adhérents en 2024 dont une trentaine de bénévoles actifs engagés dans les instances de l'association ou les différents projets.

✓ **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'année 2024 est marquée par le vote d'un décret pour le versement aux salarié-es d'une prime « Ségur » pour laquelle notre association est éligible sans opposabilité des financements depuis le 1^{er} août 2024. Cet impact sur la masse salariale est venu s'ajouter à une stabilité des financements publics. Le résultat, presque à l'équilibre, témoigne d'une gestion très rigoureuse mais empreinte d'inquiétude.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

✓ **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en presumant la continuité de l'exploitation.

Application du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif à compter du 01.01.2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

✓ **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

✓ **Rémunérations**

Le total des rémunérations brutes des trois cadres dirigeantes les mieux rémunérées s'établit à **87 853.50** €.

✓ Valorisation du bénévolat

Les contributions volontaires des bénévoles ont été valorisées pour un coût horaire correspondant à celui d'une conseillère conjugale et familiale.

Pour 2024 ont été ainsi valorisées 1164 heures à un coût moyen de 24.48 €, soit un total de 28 495 €.

✓ Valorisation des locaux

La valeur locative des locaux mis à disposition a été évaluée par les différents hébergeurs.

*CIVG Aix : 3 388 € (local de 11,60 m2, services hôteliers, 1 poste informatique, frais de structure)

*MDA Salon : 1 800,00 € (local de 7,20 m2, consommations)

*MDA Aix en Provence : 2 145 € (local et consommations)

*MDA Miramas : 1 060 € (local et consommations)

*MRS Istres : 112.80 € (local de 10,00 m2)

✓ Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Les paramètres retenus pour le calcul de la provision sont les suivants :

Méthode de calcul : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.)

Taux d'actualisation brut 2023 : 3,75%

Taux d'évolution des salaires : 0,50%

Taux de charges sociales : 50,00%

Turn over : Faible pour les cadres et moyen pour les non cadres

Mortalité : INSEE 2015

L'engagement au 31 décembre 2024 : 38 419,91€. Les taux et l'engagement n'ont pas fait l'objet d'une ré-évaluation en 2024, nous sommes sur les mêmes données qu'en 2022. Ces engagements ne font pas l'objet de comptabilisation de provision au passif du bilan.

✓ Effectif

Catégories	Nombre
Cadres	2
Non cadres	38
Total	40

✓ Événements postérieurs à la date de clôture

Les comptes annuels ont été établis au 31 décembre 2024, dans une hypothèse de continuité d'exploitation.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

Etat des immobilisations

Immobilisations	Montant début exercice	Acquisition de l'exercice	Cessions de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Logiciels	5 534,11 €			5 534,11
Autres immobilisations incorporelles	66 857,70 €			66 857,70
Installations générales	488 198,60 €	51 221,15		539 419,75
Matériel de transport	24 692,40 €			24 692,40
Matériel de bureau et informatique	85 650,74 €	1 874,40	7 200,91	80 324,23
Mobilier	25 554,26 €		4 247,64	21 306,62
Avance.Acompte versés cdes immobilisations	1 110,00 €	42 775,75	43 885,75	0,00
Autres immobilisations Financières	879,21 €	400,00	979,21	300,00
TOTAL	698 477,02 €	96 271,30	56 313,51	738 434,81

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Amortissements	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises	Montant fin de l'exercice
Logiciels	5 147,96	386,15 €		5 534,11 €
Autres immobilisations incorporelles	62 891,68	3 966,00 €		66 857,68 €
Installations générales	413 065,60	31 091,17 €		444 156,77 €
Matériel de transport	24 692,40			24 692,40 €
Matériel de bureau et informatique	70 740,31	8 553,54 €	7 200,91 €	72 092,94 €
Mobilier	20 255,77	1 213,49 €	4 247,64 €	17 221,62 €
Immobilisations en cours				
TOTAL	596 793,72 €	45 210,35 €	11 448,55 €	630 555,52 €

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Logiciels	386,15				
Autres immobilisations incorporelles	3 966,00 €				
Installations générales	31 091,17 €				
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique	8 553,54 €				
Mobilier	1 213,49 €				
Immobilisations en cours					
TOTAL	45 210,35				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentation dotations	Diminutions reprises	Montant fin de l'exercice
Provision pour risques : CGET	4 736,00 €			4 736,00 €
Provision ANCT MARIGNANE				-
Provision Ville Marignane				€
Provision ARS population Gén.				-
Provision CDV METROPOLE	1 958,00 €			€
TOTAL	6 694,00 €	0,00	- €	6 694,00 €

Etat des échéances des créances et des dettes

Provisions pour créances douteuses	Montant début exercice	Augmentation dotations	Diminutions reprises	Montant fin de l'exercice
Créances remboursement formation		5 184,00 €		5 184,00 €
TOTAL	0,00 €	5 184,00	- €	5 184,00 €

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an et plus	A plus d'1 an
--------------------------	---------------------	-----------------------	----------------------

Immobilisation financières	300,00 €	150,00 €	150,00 €
Créances exploitation	145 279,00 €	145 279,00 €	
Avances et acomptes versées		0,00 €	
Subvention à recevoir	251 431,00 €	251 431,00 €	
Autres créances	525,65 €	525,65 €	
Charges constatées d'avance	6 713,00 €	6 713,00 €	
TOTAL	404 248,65 €	404 098,65 €	150,00 €

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an et plus	De 1 à 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	71 835,00 €	71 835,00 €	
Personnel et comptes rattachés	80 152,03 €	80 152,03 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	89 670,79 €	89 670,79 €	
Autres impôts et taxes	50 563,65 €	50 563,65 €	
Autre Dettes	25 590,00 €	25 590,00 €	
Produits constatés d'avance	248 266,00 €	248 266,00 €	
TOTAL	566 077,47 €	566 077,47 €	

Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Immobilisation financières	
Créances exploitation et autres créances	62 197,51 €
TOTAL	62 197,51 €

Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Fournisseurs et comptes rattachés	13 986,00 €
Dettes fiscales et sociales	107 975,82 €
Subvention à reverser	25 490,00 €
TOTAL	147 451,82 €

Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Charges constatées d'avance	6 713,00 €
Produits constatés d'avance	248 266,00 €

Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Fonds Propres sans droit de Reprise	162 587,16 €	32 147,56 €			194 734,72 €
Report à					
Nouveau	39 885,07 €				39 885,07 €
Résultat	32 147,56 €	-32 147,56 €		50	-50,00 €
Situation Nette	234 619,79 €	0,00 €	0,00 €	50,00 €	234 569,79 €
Subventions d'Investissements	93 860,09 €		13 757,00 €	31 725,25 €	75 891,84 €
TOTAL	328 479,88 €	0,00 €	13 757,00 €	31 775,25 €	310 461,63 €

Variation des fonds dédiés

	Montant début d'exercice	Utilisations de l'exercice	Reports en fin d'exercice	Montant fin d'exercice
TOTAL	310 909,00 €	310 909,00 €	40 740,00 €	40 740,00 €

TABLEAU I : Ressources de l'organisme

	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
I – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	81 722	61%	50 632	39%
Etat, Collectivités locales, étab.pub	0	0%	12 386	10%
Entreprises : via fongécif, OMA,	17 300	13%	0	0%
FAF	0	0%	5 300	4%
Particuliers	35 200	26%	59 916	47%
Sous total I	134 222		128 234	
II - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	0	0%	0	0%
Etat	91 550	69%	71 250	78%
Régions	34 406	26%	19 775	22%
Autres collectivités territoriales	7 500	6%	0	0%
Sous total II	133 456		91 025	
Autres organismes de formation		0%	0	0%
Autres ressources	5 734	100%	2 304	100%
Sous total III	5 734		2 304	
Total des ressources	273 411		221 563	

TABLEAU II : Décomposition des actions de formation par finalité

	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
Diplômantes (1)	98 277	36%	111 652	50%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	174 384	64%	109 910	50%
Insertion sociale	0	0	0	0
Total	272 661		221 562	